

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1573

14 juillet 2011

SOMMAIRE

AWW-Abytiamo Worldwide S.A.	75475	Libelle S.A.	75471
Balance Immo S.à r.l.	75458	Luxazur S.A.	75503
CD&R Osprey Investment S.à r.l.	75460	Lux Cuisines Scheunert S.à r.l.	75480
Cippus S.A.	75484	Manwin International Sàrl	75503
Daco S.A.	75468	Manwin Licensing International S.à r.l. ...	75503
D.A.S. Luxembourg Allgemeine Rechts- schutz-Versicherung S.A.	75481	Molière Conseil	75482
D.A.S. Luxembourg Allgemeine Rechts- schutz-Versicherung S.A.	75469	Orco Property Group	75459
D.D.F. Invest S.A.	75502	Orni Invest S.A., SPF	75469
Debers S.A.	75470	Pan-Eco S.A.	75463
Debers S.A.	75496	Pic S.à r.l.	75488
Deca Participations S.A.	75502	Proim S.A.	75471
Decogest S.A.	75502	SCSI Luxembourg Sàrl	75485
Deejay	75487	Selgest S.A.	75469
Deep Valley Finance S.A.	75504	Société Luxembourgeoise de Cremation, Feuerbestattung Luxembourg S.A.	75460
Delilah Sub Holdings S.à r.l.	75504	Springblack Finance (Proprietary) Limited	75469
Dexia LdG Banque S.A.	75487	State Street Global Advisors Luxembourg SICAV	75465
Dirland Telecom Luxembourg S.à r.l.	75504	Telpro Communications (Luxembourg) S.A.	75481
Diversified Growth Company en abrégé D.G.C.	75468	Tenderness S.A., SPF	75470
Econocom Location Luxembourg S.A. ...	75463	Truficar S.A.	75459
Eldek S.A.	75497	UBS SIF Management Company S.A.	75458
Europe Computer Systemes Luxembourg SA	75463	Unibeton Luxembourg S.A.	75470
Galileo Investments S.A.	75465	Van Kanten S.A.	75497
Goma Immobilière S.A.	75487	Veco Luxembourg S.à r.l.	75475
HD Re S.A.	75474	Waterfront S.A.	75475
JD Selector S.à r.l.	75476	WCC Germany S.à r.l.	75481
JP Garitte Consulting and Management As- surance S.A.	75488	W.P.F. S.A.	75458

W.P.F. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2667 Luxembourg, 35-37, rue Verte.
R.C.S. Luxembourg B 101.016.

Auszug aus dem Protokoll der außerordentlichen Generalversammlung vom 26. Januar 2011

Die Generalversammlung hat zu neuem Mitglied des Verwaltungsrats Herrn Schmit Patrick, wohnhaft in L-4995 Schouweiler, 13, rue de Bascharage ernannt. Zu neuem delegiertem Verwaltungsratsmitglied wird Herr Pütz Eberhard, wohnhaft in D-66693 Mettlach-Orscholz, Beethoven Weg 3, ernannt. Herr Pütz Eberhard hat die Befugnis die Gesellschaft im Rahmen der tagtäglichen Geschäftsführung zu verpflichten und die Gesellschaft gegenüber Dritten im Rahmen dieser tagtäglichen Geschäftsführung durch seine Unterschrift rechtsgültig zu vertreten.

Ihre Mandate enden mit der jährlichen Generalversammlung im Jahr 2012.

Luxemburg, den 14. März 2011.

Für gleichlautende Ausfertigung

W.P.F. S.A.

Référence de publication: 2011066479/17.

(110075037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

UBS SIF Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 133.138.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale annuelle du 29 avril 2011

Sont réélus au Conseil d'Administration pour une période se terminant à l'assemblée générale annuelle de 2012:

- Mr Robert Süttinger, président et membre du conseil d'administration, Gessnerallee 3-5, CH-8001 Zurich, Suisse
- Mr Thomas Portmann, membre du conseil d'administration, Gessnerallee 3-5, CH-8001 Zurich, Suisse
- Mr Hermann Kranz, membre du conseil d'administration, 33A avenue J.F Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg
- Mr Miles Harkness, membre du conseil d'administration, Lombard Street 21, EC3V9AH, London, Royaume-Uni

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 Mai 2011.

Pour UBS SIF MANAGEMENT COMPANY S.A.

UBS Fund Services (Luxembourg) S.A.

Peter Sasse / Michaela Imwinkelried

Associate Director / Executive Director

Référence de publication: 2011067603/19.

(110075044) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Balance Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4434 Soleuvre, 25, rue Winston Churchill.
R.C.S. Luxembourg B 145.451.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 21 avril 2011.

Première décision - Cession de Parts

Mme Balance ép. Coljon Germaine, demeurant à L-4434 Soleuvre, 25 rue Winston Churchill, accepte par les présentes 16 parts sociales avec valeur nominale de 125.- € chacune de Mme Gourdin ép. Maret Nathalie, née à Luxembourg-Ville, le 22 mars 1964, demeurant à L-3385 Noertzange, 1 Wisestrooss, suivant convention de cession de parts sociales datée du 14 avril 2011.

Mme Zwank ép. Schroeder Nancy, demeurant à L-3761 Tétange, 29 rue Thomas Byrne, accepte par les présentes 16 parts sociales avec valeur nominale de 125.- € chacune de Mme Gourdin ép. Maret Nathalie, née à Luxembourg-Ville, le 22 mars 1964, demeurant à L-3385 Noertzange, 1 Wisestrooss, suivant convention de cession de parts sociales datée du 14 avril 2011.

Le capital social de la société est désormais réparti comme suit:

1.- Madame Balance ép. Coljon Germaine, préqualifiée,	50 parts sociales
2.- Madame Zwank ép. Schroeder Nancy, préqualifiée,	50 parts sociales
Total	100 parts sociales

Deuxième décision - Gérance

Est révoquée de son mandat de gérante administrative avec effet immédiat Mme Gourdin ép. Maret Nathalie demeurant à L-3385 Noertzange, 1 Wisestrooss.

Balance ép. Coljon Germaine.

Référence de publication: 2011067519/25.

(110075069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Truficar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 125.831.

Constituée par acte du 03 avril 2007, publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial n°C-1056 du 05 juin 2007.

Les statuts ont été modifiés par actes du 27 août 2008, 04 juin 2009 et le 30 septembre 2010 publié au Mémorial du Grand-Duché de Luxembourg, Recueil spécial du 01 octobre 2008 C-n° 2395, le 04 juillet 2009 C-1292 et le 17 novembre 2010 C-2487.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale tenue en date du 19 avril 2011

L'Assemblée accepte la démission de Messieurs François Gillet, Marc Speeckaert et Marc Van Cauwenberghe en tant qu'administrateurs de la société avec adresse professionnelle au 8a, Bd Joseph II L-1840 Luxembourg prenant effet en date de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée réélit aux fonctions d'administrateurs Madame Alessandra Salà pour un terme de cinq ans finissant en 2016, Monsieur Bernard Trempont pour un terme de quatre ans finissant en 2015, Monsieur Pierre Alhborn pour un terme de trois ans finissant en 2014 et Monsieur Xavier Coirbay pour un terme de deux ans finissant en 2013 avec adresse professionnelle au 8a, Bd Joseph II L-1840 Luxembourg prenant effet en date de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée élit au fonction d'administrateur délégué Monsieur Xavier Coirbay pour un terme de deux ans finissant en 2013 avec adresse professionnelle au 8a, Bd Joseph II L-1840 Luxembourg prenant effet en date de l'Assemblée Générale

L'Assemblée accepte la démission de Monsieur Harold Boël de son mandat d'administrateur délégué avec adresse professionnelle au 8a, Bd Joseph II L-1840 Luxembourg prenant effet en date de l'Assemblée Générale.

L'Assemblée élit, en qualité de Commissaire, pour un terme d'un an, la société Mazars, 10A, rue Henri M. Schnadt L-2530 Luxembourg.

Stéphanie Delperdange / Carlo Göckel

Administrateur / Fondé de pouvoir

Référence de publication: 2011067600/29.

(110074952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 44.996.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Capellen en date du 28 avril 2011

L'Assemblée Générale a pris connaissance de:

- de la démission, au 1^{er} avril 2011, du Conseil d'Administration de la Société Prosperita investicni spolecnost a.s., société de droit Tchèque, ayant son siège social à Orlová, Lutyn , U Centrumu 751, PS 735 14, représentée par son représentant légal Miroslav Kurka, en qualité d'administrateur;

- de la démission, au 4 avril 2011, du conseil d'administration de la Société de Geofin a.s., société de droit Tchèque, ayant son siège social à Ostrava, Moravská Ostrava, Velká 2984/23, PS 702 00, représentée par son représentant légal Daniel Barc, en qualité d'administrateur.

L'Assemblée Générale a pris acte de la nomination des personnes suivantes avec effet immédiat jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur l'exercice social clos au 31 décembre 2012:

- M. Gabriel Lahyani, administrateur de société, né le 16 octobre 1961, résidant au Via Valadier 33, 00196 Rome, Italie;

- M. Bertrand des Pallières, administrateur de société, né le 22 novembre 1966, résidant au 7, rue du Mont Blanc, 1203 Genève, Suisse;

- M. Richard Lonsdale-Hands, administrateur de société, né le 8 juillet 1953, avec adresse professionnelle au 25, rue Balzac F-75008 Paris France

L'Assemblée Générale a pris acte de la révocation du mandat des Réviseurs d'Entreprises avec effet immédiat de:

- PricewaterHouseCoopers, ayant son siège social au 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculé auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65477 en leur qualité de réviseurs d'entreprises de la Société;

L'Assemblée Générale a pris acte de la nomination avec effet immédiat, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur l'exercice social clos au 31 décembre 2012 de:

- Deloitte S.A., ayant son siège social au 560, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B67895 en leur qualité de réviseurs d'entreprises de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 mai 2011.

Mandataire

Référence de publication: 2011068571/34.

(110075221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Société Luxembourgeoise de Cremation, Feuerbestattung Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6437 Echternach, 6, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 50.045.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal du 2 mai 2011, enregistré à Luxembourg en date du 4 mai 2011, relation LAC/2011/20237 que le siège de la société a été transféré au 6, rue Ermesinde, L-6437 Echternach et que la démission de Monsieur Gérard GOEBEL en tant qu'administrateur unique de la société est acceptée, et que

- Monsieur Patrick DAHM, né le 20 octobre 1970 à Luxembourg, demeurant à 1, Steekaul, L-6831 Berbourg;
 - Madame Armande ERNST-HARY, née le 1^{er} juin 1964 à Dudelange, demeurant à 3, Hieberwee, L-6831 Berbourg;
 - Madame Sandra DAHM-MERRES, née le 17 juin 1970 à Esch/Alzette, demeurant à 1, Steekaul, L-6831 Berbourg
- ont été nommés nouveaux administrateurs de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2017.

A été nommé commissaire aux comptes Monsieur Ernest ERNST, maître-imprimeur, né le 16 mai 1964 à Luxembourg, demeurant à 2, Hierberwee, L-6831 Berbourg de la société jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2017, en remplacement de EBC EUROPEAN BUSINESS CONSULTING S.à r.l.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Le Conseil d'Administration

Référence de publication: 2011068651/20.

(110075344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

CD&R Osprey Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 150.417.

In the year two thousand and eleven, on the fourth of May.

Before the undersigned, Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

CDR Osprey (Cayman) Partners L.P., a limited partnership incorporated in the Cayman Islands, having its registered office at Maples Corporate Services Limited, P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Cayman Islands and registered with the General Registry Cayman Islands under number MC-37444,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

CDR Osprey (Cayman) GP Limited, a limited company incorporated in the Cayman Islands, having its registered office at P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Cayman Islands and registered with the Registrar of companies under number 234699,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

CDR Osprey (Cayman) Co-Invest Limited, a limited company incorporated in the Cayman Islands, having its registered office at P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Cayman Islands and registered with the Registrar of companies under number 237020,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

EES Trustees International Limited, a company incorporated in Jersey, having its registered office at Queensway House, Hilgrove Street, St Héliier, Jersey, JE1 1ES and registered with the Registry of Commerce of Jersey under number 92182, here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Jonathan Robert Olsen, having his residence at Ridgmount, Lawbrook Lane, Peaslake, Guildford, Surrey GU5 9QW, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Michael G. Babiarz, of 375, Park Avenue, 18th floor, New York, NY 10152, USA,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Simon Christopher Duncan Hosking, having his residence at Collingwood House, Pickhurst Road, Chiddingfold, Surrey GU8 4YD, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

David A. Novak, having his residence at Cleveland House, 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Andrew David Hulme, having his residence at Willow Brook, 15 Woodside Lane, Fixby, Huddersfield, West Yorkshire HD2 2HA, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Manfred Kindle, of Cleveland House, 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal.

Paul Edwin Bradbury, having his residence 75 The Footpath, Coton, Cambridge CB23 7PX, United Kingdom,

here represented by Flora Gibert, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, given under private seal. (hereinafter the "Appearing Parties").

Such Appearing Parties are the shareholders of "CD&R OSPREY INVESTMENT S.à r.l." (hereinafter the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1025 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 150.417, incorporated pursuant to a deed of the notary Joseph Elvinger, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 17 December 2009, whose articles of incorporation (hereinafter the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") 5 February 2010, number 258, page 12342. The Company's Articles have been amended for the last time on 15 April 2011.

The Appearing Parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolution:

Sole Resolution

The Appearing Parties decide to amend clause (j) of article 27.5.1. of the Articles of the Company so as to reflect the latest amendment to the investment agreement.

As a consequence, clause (j) of article 27.5.1 of the Company's Articles shall now be read as follows:

"(j) "Threshold IRR" means a sum which would, on the date of Final Exit or Option Sale, give the Investors a total internal rate of return excluding any Excluded Fees (calculated, as of that date of Final Exit or Option Sale, on a daily accrual basis and on the basis of the actual date of investment and actual date of return) of 25 per cent. compound per annum on the Investment Cost."

Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand two hundred euro.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Appearing Parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le quatre mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire, de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

CDR Osprey (Cayman) Partners L.P., une société, limited partnership, constituée aux Iles Caïmans, ayant son siège social aux Maples Corporate Services Limited, P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Iles Caïmans et immatriculée au Registre Général des Iles Caïmans sous le numéro MC-37444,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

CDR Osprey (Cayman) GP Limited, une société, general partnership limited, constituée aux Iles Caïmans, ayant son siège social aux Maples Corporate Services Limited, P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Iles Caïmans et immatriculée au Registre Générale des Iles Caïmans sous numéro 234699,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

CDR Osprey (Cayman) Co-Invest Limited, une société, co-invest limited, constituée aux Iles Caïmans, ayant son siège social au P.O Box 39 Ugland House, Grand Cayman KY1 - 1104, Iles Caïmans et immatriculée au Registre des Sociétés sous numéro 237020,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

EES Trustees International Limited, une société constituée au Jersey, ayant son siège social à Queensway House, Hilgrove Street, St Hélier, Jersey, JE1 1ES et immatriculée au Registre de Commerce de Jersey sous numéro 92182,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Jonathan Robert Olsen, ayant sa résidence à Ridgmount, Lawbrook Lane, Peaslake, Guildford, Surrey GU5 9QW, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Michael G. Babiarz, ayant sa résidence au 375, Park Avenue, 18th floor, New York, NY 10152, Etats-Unis,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Simon Christopher Duncan Hosking, ayant sa résidence à Collingwood House, Pickhurst Road, Chiddingfold, Surrey GU8 4YD, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

David A. Novak, ayant sa résidence à Cleveland House, 33 King Street, SW1Y 6RJ, Londres, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Andrew David Hulme, ayant sa résidence au Willow Brook, 15 Woodside Lane, Fixby, Huddersfield, West Yorkshire HD2 2HA, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Manfred Kindle, ayant sa résidence à Cleveland House, 33 King Street, SW1Y 6RJ, Londres, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

Paul Edwin Bradbury, ayant sa résidence au 75 The Footpath, Coton, Cambridge CB23 7PX, Grande-Bretagne,

ci-représenté par Flora Gibert, clerc de notaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé (ci-après les "Personnes Comparantes").

Telles Personnes Comparantes sont les associés de "CD&R OSPREY INVESTMENT S.à r.l." (ci-après la "Société"), une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1025 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.417, constituée suivant un acte notarié de Maître Joseph Elvinger, susmentionné, du 17 décembre 2009, dont les statuts (les "Statuts") ont été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le "Mémorial") le 5 février 2010, sous numéro 258, page 12342.

Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois le 15 avril 2011.

Les Personnes Comparantes représentant la totalité du capital social ont prié le notaire d'acter la résolution suivante:

Résolution unique

Les Personnes Comparantes décident de modifier la clause (j) de l'article 27.5.1 des Statuts de la Société afin de refléter la dernière modification du pacte d'associés.

Par conséquent, la clause (j) de l'article 27.5.1 des Statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

"(j) "Seuil TRI" signifie une somme qui pourrait, à la date de Sortie Finale, ou d'Option de Vente, donner aux Investisseurs un taux de rendement interne total hors Frais Exclus (calculés à la date de la Sortie Finale ou de l'Option de Vente, sur une base journalière cumulée et sur base de la date effective d'investissement et la date effective de rendement) de 25 pour cent. composé par an sur le Coût d'Investissement."

Coûts et Frais

Les coûts, frais, rémunération ou charges sous quelque forme que ce soit qui devront être supportés par la Société en conséquence du présent acte s'élèveront à approximativement mille deux cents euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg même date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise déclare que le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française; à la demande des Personnes Comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fera foi.

Après que lecture de l'acte a été faite au mandataire des Personnes Comparantes, connu du notaire par ses nom, prénom, statut marital et lieu de résidence, ledit mandataire des Personnes Comparantes a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mai 2011. Relation: LAC/2011/20756. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 10 mai 2011.

Référence de publication: 2011066147/147.

(110074644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Pan-Eco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 106.738.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 11 février 2011

Monsieur GIANELLO Lorenzo est renommé administrateur et administrateur-délégué pour une nouvelle période d'un an. Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale statutaire de l'an 2011.

Pour extrait sincère et conforme

PAN-ECO S.A.

Mohammed KARA

Administrateur

Référence de publication: 2011068583/15.

(110075188) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

**Econocom Location Luxembourg S.A., Société Anonyme,
(anc. Europe Computer Systemes Luxembourg SA).**

Siège social: L-8399 Windhof, 4, rue d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 82.134.

L'an deux mille onze, le vingt-neuf avril.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «EUROPE COMPUTER SYSTEMES LUXEMBOURG S.A.», en abrégé «E.C.S. LUXEMBOURG S.A.», société anonyme, ayant son siège social à Luxembourg, 23, Val Fleuri, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 82.134, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 14 mai 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1108 du 5 décembre 2001 et dont les statuts ont été modifiés par acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 juillet 2001, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 144 du 26 janvier 2002 (ci-après: «la Société»).

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe BLONDEAU, employé privé, demeurant professionnellement au 23 Val Fleuri à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Quentin ABSIL, employé privé, demeurant professionnellement au 23 Val Fleuri à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Line SCHUL, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1. Modification de la dénomination sociale de la société en ECONOCOM LOCATION LUXEMBOURG S.A..
2. Modification afférente de l'article premier (1^{er}) des statuts de la Société.
3. Transfert du siège social de la Société du 23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg au 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof.
4. Modification afférente du premier alinéa de l'article deux (2) des statuts de la Société.
5. Mise à jour des statuts en conformité avec les nouvelles dispositions de la Loi du 25 août 2006.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide de modifier la dénomination sociale de la société en «ECONOCOM LOCATION LUXEMBOURG S.A.».

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article premier (1^{er}) des statuts de la Société est modifié, lequel aura désormais la teneur suivante:

Art. 1^{er}. «Il existe une société anonyme sous la dénomination de «ECONOCOM LOCATION LUXEMBOURG S.A.»»

Troisième résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires décide de transférer le siège social statutaire de la Société du 23 Val Fleuri L-1526 Luxembourg au 4, rue d'Arlon, L-8399 Windhof (commune de Koerich).

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'article deux (2), premier alinéa des statuts de la Société est modifié, lequel alinéa aura désormais la teneur suivante :

Art. 2. (premier alinéa). «Le siège social est établi dans la commune de Koerich, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans tout autre lieu de la commune par simple décision du conseil d'administration.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de mettre à jour les statuts de la Société afin de les mettre en conformité avec les dispositions de la loi du 25 août 2006, modifiant la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

En conséquence, le premier alinéa de l'article six (6), l'article neuf (9), le deuxième alinéa de l'article dix (10), le premier alinéa de l'article treize (13) et le deuxième alinéa de l'article quatorze (14) des statuts sont modifiés comme suit:

Art. 6. (premier alinéa). «La société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsque la société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.»

Art. 9. «La société se trouve engagée soit par la signature collective d'au moins deux administrateurs comprenant obligatoirement la signature de l'administrateur-délégué en cas de délégation de pouvoirs en matière de gestion journalière

conférée par le conseil d'administration en vertu de l'article 10 des statuts, soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué dans les limites de ses pouvoirs.

Toutefois, pour toutes les opérations entrant dans le cadre des activités soumises à l'autorisation préalable délivrée par le Ministère des Classes Moyennes, la société devra toujours être engagée soit par la signature conjointe d'un administrateur et de la personne au nom de laquelle ladite autorisation est délivrée, soit par la signature individuelle du délégué à la gestion journalière ou de l'administrateur unique pour autant que ce signataire individuel soit détenteur de l'autorisation de commerce.»

Art. 10. (deuxième alinéa). suppression de l'alinéa.

Art. 13. (premier alinéa). «L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans les convocations le deuxième mardi du mois de juin à 15.00 heures.»

Art. 14. (deuxième alinéa). suppression de l'alinéa.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la société, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. BLONDEAU, Q. ABSIL, M.L. SCHUL, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 03 mai 2011. Relation: EAC/2011/5760. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011068389/90.

(110075349) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

State Street Global Advisors Luxembourg SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 141.816.

Faisant suite à l'assemblée générale ordinaire du 28 avril 2011, sont renommés administrateurs jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012:

Mrs. Susanne van Dootinck

Mr. Benoit Fally

Mr. Patrick Armstrong

Est renommé réviseur d'entreprises jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire devant se tenir en 2012:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2011.

Signature

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2011069220/18.

(110073712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Galileo Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 124.975.

L'an deux mille onze, le cinq mai.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "GALILEO INVESTMENTS S.A.", avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, constituée suivant acte notarié, en date du 26 février 2007, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 827 du 9 mai 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous la section B et le numéro 124.975. Les statuts en ont été modifiés suivant acte notarié du 7 mai 2010, publié au Mémorial, Recueil Spécial C, numéro 1429 du 13 juillet 2010.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Lidia KEISERLOGUTOVA, juriste, demeurant professionnellement à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume,

qui désigne comme secrétaire Madame Annick BRAQUET, employée privée,

demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, demeurant professionnellement à L-1319 Luxembourg, 101, rue Cents.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

I.- Que la présente Assemblée Générale Extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 568.000.- (cinq cent soixante-huit mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 32.000.- (trente-deux mille euros) à EUR 600.000.- (six cent mille euros) par la création et l'émission de 710 (sept cent dix) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 800.- (huit cents euros) chacune.

2. Souscription et libération en espèces des actions nouvelles.

3. Modification de l'article 3 des statuts.

4. Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées "ne varietur" par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite, l'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de EUR 568.000.- (cinq cent soixante-huit mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 32.000.- (trente-deux mille euros) à EUR 600.000.- (six cent mille euros) par la création et l'émission de 710 (sept cent dix) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 800.- (huit cents euros) chacune.

L'Assemblée admet l'actionnaire majoritaire la société TRIMLINE S.A. à la souscription des actions nouvelles, l'actionnaire minoritaire renonçant à son droit de souscription préférentiel.

Souscription et libération

De l'accord de tous les actionnaires, les 710 (sept cent dix) actions nouvelles sont souscrites par TRIMLINE S.A., avec siège social à L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, ici représentée par Madame Lidia KEISERLOGUTOVA, pré-nommée, en vertu d'une procuration sous seing privé ci-annexée.

Les actions nouvelles ainsi souscrites sont entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de EUR 568.000.- (cinq cent soixante-huit mille euros) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier le premier alinéa de l'article 3 des statuts, comme suit:

" **Art. 3.** Le capital social est fixé à EUR 600.000.- (six cent mille euros) divisé en 750 (sept cent cinquante) actions de EUR 800.- (huit cents euros) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de EUR 2.200.-.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en français suivi d'une traduction anglaise; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Suit la traduction anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and eleven, on the fifth day of May,

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg,

Was held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "GALILEO INVESTMENTS S.A.", a corporation under Luxembourg Law, having its registered office in L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, incorporated by a notarial

deed on the 26 February 2007, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 827 on 9 May 2007, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 124.975. The Articles of Incorporation have been amended by a notarial deed of the 7th May 2010, published in the Mémorial, Recueil Spécial C, number 1429 of July 13, 2010.

The meeting was opened with Mrs Lidia KEISER-LOGUTOVA, lawyer, residing professionally in L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Annick BRAQUET, private employee, residing professionally in L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

The meeting elected as scrutineer Mrs Arlette SIEBENALER, private employee, residing professionally in L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I.- That the agenda of the meeting is the following:

1) Increase of the share capital by an amount of EUR 568,000.- (five hundred and sixty-eight thousand euros) in order to raise it from its present amount of EUR 32,000.- (thirty-two thousand euros) to EUR 600,000.- (six hundred thousand euros) by the creation and issue of 710 (seven hundred and ten) new shares of a par value of EUR 800.- (eight hundred euros) each.

2) Subscription and payment in cash of the new shares.

3) Amendment of Article 3 of the articles of incorporation.

4) Miscellaneous.

II.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. Shall also remain attached to this deed, the proxies of the represented shareholders after having been signed "ne varietur" by the appearing persons.

III.- That the whole corporate capital being present or represented at this meeting and all the shareholders present or represented declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV.- That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to increase the share capital by an amount of EUR 568,000.- (five hundred and sixty-eight thousand euros) in order to raise it from its present amount of EUR 32,000.- (thirty-two thousand euros) to EUR 600,000.- (six hundred thousand euros) by the creation and issue of 710 (seven hundred and ten) new shares of a par value of EUR 800.- (eight hundred euros) each.

The meeting admits the main shareholder the Company TRIMLINE S.A., to the subscription of the new shares, the other shareholder waiving its preferential subscription right.

Subscription and payment

With the agreement of all the shareholders, the 710 (seven hundred and ten) new shares are subscribed by TRIMLINE S.A., having its registered office in L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume, here represented by Mrs Lidia KEISER-LOGUTOVA, prenamed, by virtue of a proxy hereto attached.

All the shares thus subscribed are paid in by a payment in cash, so that the amount of EUR 568,000.- (five hundred and sixty-eight thousand euros) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary.

Second resolution

As a consequence of the foregoing, the general meeting decides to amend the first paragraph of article three of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 3.** The corporate capital is fixed at EUR 600,000.- (six hundred thousand euros) divided into 750 (seven hundred and fifty) shares with a par value of EUR 800.- (eight hundred euros) each."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,200.-.

There being no further business on the agenda, the meeting is terminated.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing persons, the present deed is worded in French, followed by an English translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English texts, the French text will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the persons appearing, all known to the notary by their surname, name, civil status and residence, the Chairman, the secretary and the scrutineer signed with Us, the notary this original deed.

Signé: L. KEISER-LOGUTOVA, A. BRAQUET, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mai 2011. Relation: LAC/2011/21437. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): F. SANDT.

Pour expedition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Référence de publication: 2011066221/137.

(110074936) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Diversified Growth Company en abrégé D.G.C., Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 7.565.

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 5 avril 2011 a décidé de renouveler les mandats de Messieurs Marc Hoegger, Pierre-Yves Augsburg, Théo Limpach et Paolo Faraone en tant que membres du conseil d'administration de Diversified Growth Company (D.G.C.).

Le conseil d'administration se compose dès lors comme suit et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2012:

- Théo Limpach

23 Val Fleuri, L-1526 Luxembourg

- Marc Hoegger

98 rue de Saint Jean, CH-1201 Genève

- Pierre-Yves Augsburg

74 Grand Rue, L-1660 Luxembourg

- Paolo Faraone

74 Grand Rue, L-1660 Luxembourg

audit & compliance s.à r.l. a été réélu comme réviseur d'entreprises et ce jusqu'à la fin de la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2012.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CREDIT SUISSE FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

Melanie Smiltins / Daniel Breger

Référence de publication: 2011073121/25.

(110074864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Daco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 10, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 73.386.

EXTRAIT

Il résulte d'une réunion du conseil d'administration du 1^{er} mars 2011 que Monsieur Guy LESCH, employé privé, demeurant à L-4981 Reckange/Mess, 43, rue de la Montée, a été nommé administrateur-délégué avec effet au 1^{er} mars 2011, en remplacement de Monsieur Monsieur Jean COLBETT, démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} mars 2011.

Référence de publication: 2011068919/13.

(110073573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

D.A.S. Luxembourg Allgemeine Rechtsschutz-Versicherung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 41.395.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2011.

Référence de publication: 2011068915/10.

(110074133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Orni Invest S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 21.106.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 13 avril 2011 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat d'Administrateur de:

Joseph WINANDY

Koen LOZIE

COSAFIN S.A., 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes de:

THE CLOVER

- Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes au 31.12.2011.

Pour copie conforme

J. WINANDY / COSAFIN S.A.

- / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011068573/21.

(110075324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Springblack Finance (Proprietary) Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: ZAR 101,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 150.119.

Par résolutions signées en date 13 mai 2011, les associés ont pris les décisions suivantes:

Acceptation de la démission de Mr. Mario Meisch, avec adresse professionnelle au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, de son mandat de gérant avec effet au 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 17 mai 2011.

TMF Management Luxembourg S.A.

Pour la société

Domiciliataire

Référence de publication: 2011068661/15.

(110075368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Selgest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 4, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 116.335.

EXTRAIT

Il résulte des la résolution prises lors de la Assemblée Générale Extraordinaire de la Société tenue en date du 29 avril 2011 que:

- La société DELOITTE S.A. avec siège social au 560, rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en tant que reviseur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
SELGEST S.A.
4, BLD ROYAL
L-2449 LUXEMBOURG
Signatures

Référence de publication: 2011069236/18.

(110074360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Tenderness S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 44.134.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 22 février 2011 à 11.00 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat des Administrateurs de:

Monsieur Pierre SCHILL,

Madame Sabrina COLLETTE,

COSAFIN S.A., 1, rue Joseph Hackin L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques BORDET, 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes de:

FIDUCIAIRE GLACIS

- Le mandat des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels aux 31 décembre 2011.

Pour copie conforme
P. SCHILL / S. COLLETTE
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011068673/20.

(110075315) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Unibeton Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 74.705.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue le 4 mars 2011

- Le Conseil d'Administration décide de transférer avec effet au 4 février 2011 le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante:

1, rue Joseph Hackin

L-1746 Luxembourg

- Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de nommer Monsieur Olivier APRUZZESE en tant que Président du Conseil d'Administration

Pour copie conforme
Signatures
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011068688/17.

(110075346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Debers S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 107.798.

—
Les comptes annuels au 30 septembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Le liquidateur

Référence de publication: 2011068921/11.

(110073699) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

**Proim S.A., Société Anonyme,
(anc. Libelle S.A.).**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 18, avenue de la Porte-Neuve.
R.C.S. Luxembourg B 75.201.

L'an deux mil onze, le quatre mai.

Par-devant Nous Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée LIBELLE S.A., ayant son siège social à L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 75.201,

constituée suivant acte reçu par le notaire Jacques DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg en date du 14 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 532 du 25 juillet 2000, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Niederanven en date du 11 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 115 du 18 janvier 2010,

avec un capital social de sept cent trente-cinq mille euros (735.000.-EUR), représenté par soixante-treize mille cinq cents (73.500) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.-EUR) chacune, toutes entièrement libérées.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Davide MURARI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'Assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Gianpiero SADDI, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Ensuite Monsieur le Président déclare et prie le notaire d'acter:

I. Les Actionnaires représentés à l'Assemblée ainsi que le nombre d'actions détenues par ces derniers ont été portés sur une liste de présence signée par le mandataire de ceux-ci, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'Assemblée déclarent se référer. Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les parties et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte, avec lequel elle sera enregistrée, ensemble avec les procurations émanant des Actionnaires représentés à la présente Assemblée.

Que les soixante-treize mille cinq cents (73.500) actions représentatives de l'intégralité du capital social sont dûment représentées à la présente Assemblée qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les différents points portés à l'ordre du jour.

II. Que l'ordre du jour de la présente Assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1. PRESENTATION:

A: du projet de fusion sous seing privé du 29 décembre 2010, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée PROIM S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, Boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 112.691 (ci-après nommée «la société absorbée») par notre société (ci-après nommée «la société absorbante»),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 206 du 2 février 2011, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée;

B: des rapports écrits des Conseils d'Administration des sociétés fusionnantes, datés du 29 décembre 2010, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange.

2. Constatation de l'exécution des obligations résultant de l'article 267 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

3. Approbation du projet de fusion et décision de réaliser la fusion par absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée PROIM S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, Boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg, sous la Section B et le numéro 112.691 (la société absorbée) par notre société (la société absorbante),

aux conditions prévues par le projet de fusion, et plus particulièrement à ce sujet, en échange du transfert de la totalité des actifs et passifs de la société absorbée à notre société, sans exception ni réserve,

augmentation de capital de notre société d'un montant de un million six cent quarante mille sept cent soixante euros (1.640.760.-EUR),

pour le porter de son montant actuel de sept cent trente-cinq mille euros (735.000.-EUR) à deux millions trois cent soixante-quinze mille sept cent soixante euros (2.375.760.-EUR),

par l'émission de cent soixante-quatre mille soixante-seize (164.076) actions nouvelles de dix euros (10.-EUR) chacune, à attribuer à l'Actionnaires de la société absorbée dans le rapport d'échange de cent soixante-quatre virgule zéro soixante-seize (164,076) actions nouvelles de la société absorbante pour une (1) action de la société absorbée, sans aucune soulte. Les actions de la société absorbée seront annulées.

4. Renonciation d'une façon expresse, de l'accord unanime de tous les Actionnaires, à un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert, le tout en application de l'article 266 (5) de la Loi.

5. Modification subséquente de l'article 5 des statuts relatif au capital social pour l'adapter aux décisions prises.

6. Constatation de la réalisation de la fusion à la date de la tenue de l'Assemblée Générale des Actionnaires de notre Société approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée sur les effets de la fusion par rapport aux tiers.

7. Changement de dénomination de notre Société en «PROIM S.A.» suite à la réalisation de la fusion et modification de l'article 1^{er} des statuts de notre Société.

8. Modification de la date de clôture des comptes de notre Société au 30 juin de chaque année, l'année sociale ayant commencé le 1^{er} janvier 2011 se terminant au 30 juin 2011 et modification subséquente de l'article 27 des statuts de notre Société.

9. Modification de la date de la tenu de l'assemblée générale annuelle pour la porter au premier mercredi du mois de décembre à

10.00 heures de chaque année et modification subséquente de l'article 21 des statuts de la Société, de sorte que l'assemblée générale annuelle appelé à statuer sur les comptes clôturés au 30 juin 2011 se tiendra le 7 décembre 2011.

10. Divers.

L'Assemblée, après s'être reconnue régulièrement constituée, a approuvé l'exposé de Monsieur le Président et a abordé l'ordre du jour. Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité et par vote séparé, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée constate que le Conseil d'Administration lui a présenté:

A: le projet de fusion sous seing privé du 29 décembre 2010, prévoyant l'absorption de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée PROIM S.A., ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 19-21, Boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous la section B et le numéro 112.691 (ci après nommée «la société absorbée») par notre société (ci après nommée «la société absorbante»),

la fusion devant s'opérer par le transfert, suite à la dissolution sans liquidation de l'ensemble du patrimoine activement et passivement sans exception ni réserve de la société absorbée à notre société, ledit projet de fusion annexé à la convocation ayant été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 206 du 2 février 2011, conformément à l'article 262 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée (la Loi),

et dont une copie reste annexée, après signature, "ne varietur", par les comparants et le notaire soussigné, au présent acte;

B: les rapports écrits des Conseils d'Administration des sociétés fusionnantes, datés du 29 décembre 2010, expliquant et justifiant du point de vue juridique le projet de fusion et en particulier le rapport d'échange.

Ces rapports, après signature "ne varietur" par le comparant et le notaire, resteront annexés au présent acte.

Deuxième résolution

L'Assemblée, déclare que tous les documents requis par l'article 267 de la Loi, ont été tenus à la disposition des Actionnaires au siège social de notre Société.

Troisième résolution

L'Assemblée approuve le projet de fusion et décide de réaliser la fusion par absorption de la société absorbée par notre Société, aux conditions prévues par le projet de fusion,

et plus particulièrement à ce sujet, en échange du transfert de la totalité des actifs et passifs de la société absorbée, sans exception ni réserve, elle décide d'augmenter le capital d'un montant de un million six cent quarante mille sept cent soixante euros (1.640.760.-EUR),

pour le porter de son montant actuel de sept cent trente-cinq mille euros (735.000.-EUR) à deux millions trois cent soixante-quinze mille sept cent soixante euros (2.375.760.-EUR),

par l'émission de cent soixante-quatre mille soixante-seize (164.076) actions nouvelles de dix euros (10.-EUR) chacune, à attribuer à l'Actionnaire unique de la société absorbée dans le rapport d'échange de cent soixante-quatre virgule zéro soixante-seize (164,076) actions nouvelles de la société absorbante pour une (1) action de la société absorbée, sans aucune soulte et l'annulation pure et simple des actions de la société absorbée.

Du point de vue comptable, les opérations et tous les bénéfices ou pertes réalisés par la société absorbée sont considérées comme accomplies pour compte de la société absorbante, à partir du 1^{er} juillet 2010.

Quatrième résolution

L'Assemblée prend acte que les Actionnaires ont renoncé à l'examen du projet commun de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert, le tout en application de l'article 266 (5) de la Loi.

En conformité avec l'article 271 de la Loi, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et certifié l'existence et la légalité des actes et formalités exécutés par la Société en relation avec la fusion, comme suit:

1) le projet de fusion contient toutes les indications prescrites par l'article 261 de la Loi et a été publié au moins un mois avant la présente date;

2) les rapports du Conseil d'Administration des sociétés fusionnantes remplissent les conditions de l'article 265 de la Loi;

3) la certification de la société absorbée que tous les documents requis ont été tenus à la disposition des Actionnaires en conformité avec l'article 267 de la Loi au siège social de la société absorbée au moins un mois avant la date de cette Assemblée;

4) la renonciation par les Actionnaires, en application de l'article 266 (5) de la Loi, d'une façon expresse à un examen du projet commun de fusion par des experts indépendants et au rapport d'expert suivant procuration.

Du point de vue comptable, les opérations et tous les bénéfices ou pertes réalisés par la société absorbée sont considérées comme accomplies pour compte de la société absorbante, à partir du 1^{er} juillet 2010.

Cinquième résolution

L'Assemblée, suite à ce qui précède, décide de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à deux millions trois cent soixante-quinze mille sept cent soixante euros (2.375.760.-EUR) représenté par deux cent trente-sept mille cinq cent soixante-seize (237.576) actions d'une valeur nominale de dix euros (10.-EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le capital autorisé est fixé à cinq millions d'euros (5.000.000.-EUR) représenté par cinq cent mille (500.000) actions nominale d'une valeur nominale de dix euros (10.-EUR) chacune.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq à dater de la publication du présent acte, autorisé à augmenter, en une fois ou en tranches successives et en temps qu'il appartiendra, le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration, y compris, entre autres, par l'émission d'actions contre conversion de bénéfices nets en capital et attribution aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, l'article cinq sera à considérer comme automatiquement adapté à la modification intervenue.

Cette modification sera constatée et publiée conformément à la loi par le conseil qui prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires à cet effet.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.»

Sixième résolution

Vu l'approbation de la fusion par la société absorbée, l'Assemblée constate la réalisation de la fusion à la date de la tenue de la présente Assemblée Générale approuvant la fusion sans préjudice des dispositions de l'article 273 de la Loi.

Septième résolution

L'Assemblée décide, suite à la réalisation de la prédite fusion, de modifier la dénomination de la Société en «PROIM S.A.» et décide en conséquent de modifier l'article 1^{er} des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}.** Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de PROIM S.A.»

Huitième résolution

L'Assemblée décide de modifier la date de clôture des comptes de la Société au 30 juin de chaque année, l'année sociale ayant commencé le 1^{er} janvier 2011 se terminant au 30 juin 2011.

L'Assemblée décide en conséquence de modifier l'article 27 des statuts de la Société pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 27.** L'année sociale commence le 1^{er} juillet de chaque année et se termine le 30 juin de l'année suivante.»

Neuvième résolution

L'Assemblée décide de modifier la date de la tenu de l'assemblée générale annuelle pour la porter au premier mercredi du mois décembre à 10.00 heures de chaque année et décide en conséquence de modifier l'article 21 des statuts de la Société, de sorte que l'assemblée générale annuelle appelé à statuer sur les comptes clôturés au 30 juin 2011 se tiendra le 7 décembre 2011.

L'article 21 des statuts de la Société aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 21.** L'assemblée générale annuelle se tiendra à Luxembourg, le premier mercredi du mois de décembre de chaque année à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée sera reportée au premier jour ouvrable suivant à la même heure.

Les assemblées générales extraordinaires sont convoquées et se tiennent au lieu désigné par le conseil d'administration.»

Clôture

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président prononce la clôture de l'Assemblée.

Frais

Le montant des frais, coûts, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société au présent acte, est estimé à deux mille cinq cents euros (2.500.-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le présent acte ayant été lu en langue française aux comparants, tous connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signé avec nous, notaire, le présent acte ensemble avec la représentante de l'actionnaire.

Signé: D. Murari, C. Petit, G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 09 mai 2011. LAC/2011/939. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Référence de publication: 2011066304/189.

(110075167) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

HD Re S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 78.674.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale qui s'est tenue le vendredi 13 mai 2011 à 8.30 heures au 74, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

L'assemblée générale ordinaire a pris les résolutions suivantes:

- L'assemblée décide de renommer comme Administrateurs:

1. M. Pierre Metzler
2. M. Michel Bulach
3. M. Jacques Reckinger
4. M. Claude Weber

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2012 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2011.

- L'assemblée décide de renouveler le mandat du réviseur d'entreprises indépendant, KPMG Audit Sàrl jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 2012 et qui aura à statuer sur les comptes de l'exercice social de 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2011074978/23.

(110082854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

Veco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 70.491.

—
EXTRAIT

Il résulte de la décision de l'associé unique tenu en date du 16 mai 2011 que le siège social de la société est transféré du 207, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg et ce, avec effet immédiat.

Les gérants M. Claude ZIMMER et Melle. Michèle SCHMIT sont domiciliés professionnellement au 42-44, avenue de la gare L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2011068695/15.

(110075206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Waterfront S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 49.883.

—
RECTIFICATIF

Cette mention remplace la mention précédemment inscrite référence:

Dépôt B49883

L110039487 déposé le 9/03/2011.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Référence de publication: 2011068703/14.

(110075189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

AWW-Abytiampo Worldwide S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 41, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 143.705.

—
Il résulte des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire de la société en date du 16 mai 2011 que:

- Le siège de la société a été transféré du 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg au 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- La société S.G.A. Services S.A., Giancarlo Codoni et Norbert Schmitz démissionnent de leurs mandats d'administrateurs avec effet immédiat;

- Monsieur Francesco Baranzelli, né le 2 janvier 1958 à Varèse (Italie) demeurant 6 Lacets Saint Leon, 98000 Montecarlo Monaco;

- Monsieur Alberto Morandini, né le 9 février 1968 à Pétange (Luxembourg) demeurant professionnellement 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg;

- Madame Valérie Emond, née le 30 août 1973 à Saint-Mard (Belgique) demeurant professionnellement 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg sont nommés en remplacement des administrateurs démissionnaires avec effet immédiat et ce pour une durée de 6 ans;

- Monsieur Eric Herremans démissionne de son poste de commissaire aux comptes de la société avec effet immédiat;

- Odd Financial Services S.A. ayant son siège social 41, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg et enregistré au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B41014 a été nommé en remplacement du commissaire aux comptes démissionnaire avec effet immédiat et ce pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 31 mai 2011.

Référence de publication: 2011075550/25.

(110084199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

JD Selector S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 3.943.550,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 129.099.

In the year two thousand eleven, on the fifth day of May.

Before Us, Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg.

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of JD Selector S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and organised under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 129.099 (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on May 18, 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1611 of August 1, 2007. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri HELLINCKX, notary residing in Luxembourg, on January 8, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations of April 24, 2008 number 1018.

THERE APPEARED:

1. Vision Capital Partners VI L.P., a limited partnership established in Scotland under Partnership number SL005641 with its principal place of business at La Plaiderie House, St Peter Port, GY1 3DA, Guernsey, duly represented by VCP VI GP Partnership in its capacity as General Partner, itself represented by VCP VI GP LIMITED, a limited company incorporated under the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey and VCP VI GP (UK) LIMITED, a limited company incorporated under the laws of England, with registered office at 54 Jermyn Street, London SW1Y 6LX, United Kingdom, in their capacity as General Partners (VCP), and

2. Vision Capital Partners VI S L.P., a limited partnership organised and incorporated under the laws of Scotland, with its principal place of business at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3QL, registered with the Companies House of Edinburgh under number 6202, duly represented by VCP VI S GP PARTNERSHIP, in its capacity as general partner, itself represented by VCP VI S GP LIMITED, a limited company incorporated under the laws of Guernsey, with registered office at Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernsey GY1 3DA, in its capacity as general partner (Spoke),

both here represented by Mr Raymond THILL, "maître en droit", professionally residing at 74 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

by virtue of two powers of attorney given under private seal.

The said powers of attorney, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing parties, represented as stated above, have requested the undersigned notary, to enact the following:

I. VCP and Spoke hold all the shares in the share capital of the Company;

II. The agenda of the Meeting is the following:

1. Waiver of the convening notices;

2. Increase of the share capital of the Company by the euro equivalent of three million five hundred and twelve thousand four hundred and sixty-seven British Pounds (GBP 3,512,467), using the latest GBP/EUR exchange rate available on the date of receipt of the funds by the Company, by way of the issuance of the corresponding number of shares of the Company, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each;

3. subscription and payment of the newly issued shares as specified under item 1 by a contribution in cash, it being understood that the amount expressed in euro will be rounded down to the next integral number and any surplus will be allocated to the share premium account of the Company;

4. amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company to reflect the share capital increase; and

5. amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect such changes with power and authority to any manager of the Company and/or any lawyer or employee of Loyens and Loeff in Luxembourg, or any employee of Alter Domus, each individually, on behalf of the Company, in order to proceed with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Now, therefore, the Meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The entire share capital of the Company being duly represented at the Meeting, the shareholders of the Company waive the convening notices as they consider themselves as duly convened and declare having a perfect knowledge of the agenda of the meeting, which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of three million nine hundred and one thousand six hundred and twenty-five euro (EUR 3,901,625) (being the equivalent of three million five hundred and twelve thousand four hundred and sixty-seven British Pounds (GBP 3,512,467), using the latest GBP/EUR exchange rate available on the receipt of the funds by the Company being GBP 1 = EUR 1.1108 (the Exchange Rate) and rounded down to the next integral number to obtain a round number of shares), by way of the issuance of one hundred and fifty-six thousand and sixty-five (156,065) new shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, having the same rights and obligations as the existing shares.

Intervention - Subscription - Payment

Thereupon,

1) VCP, represented as stated above, declares to subscribe for ninety-eight thousand eight hundred and twenty (98,820) newly issued shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, and to fully paid them up by a contribution in cash in the amount of two million two hundred and twenty-four thousand ninety-four British Pounds (GBP 2,224,094) (being two million four hundred and seventy thousand five hundred and twenty-three euro and sixty-two cents (EUR 2,470,523.62) using the Exchange Rate).

2) Spoke, and represented as stated above, declares to subscribe for fifty-seven thousand two hundred and forty-five (57,245) newly issued shares, having a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, and to fully paid them up by a contribution in cash in the amount of one million two hundred and eighty-eight thousand three hundred and seventy-three British Pounds (GBP 1,288,373) (being one million four hundred and thirty-one thousand one hundred and twenty-four euro and seventy-two cents (EUR 1,431,124.72) using the Exchange Rate).

The aggregate amount of three million nine hundred and one thousand six hundred and forty-eight euro and thirty-four cents (EUR 3,901,648.34) shall be allocated as follows:

- three million nine hundred and one thousand six hundred and twenty-five euro (EUR 3,901,625) shall be allocated to the nominal capital account of the Company, and
- twenty-three euro and thirty-four cents (EUR 23.34) shall be allocated to the share premium account of the Company.

The aggregate amount is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary who expressly acknowledges it.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of association of the Company, which will henceforth have the following wording:

" **Art. 5.1.** The Company's corporate capital is fixed at three million nine hundred and forty-three thousand five hundred and fifty euro (EUR 3,943,550) represented by one hundred and fifty-seven thousand seven hundred and forty-two (157,742) shares in registered form with a par value of twenty-five euro (EUR 25) each, all subscribed and fully paid-up."

Third resolution

The Meeting resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect such changes with power and authority to any manager of the Company and/or any lawyer or employee of Loyens and Loeff in Luxembourg, or any employee of Alter Domus, each individually, on behalf of the Company, in order to proceed with the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately three thousand three hundred euro (EUR 3,300.-).

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, the proxyholder signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille onze, le cinq mai.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de JD Selector S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée et régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 129.099 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg le 18 mai 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1611 du 1^{er} août 2007. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte reçu par le notaire instrumentant le 8 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1018 du 24 avril 2008.

Ont comparu

1. Vision Capital Partners VI L.P., une société en commandite (limited partnership) établie en Ecosse sous le numéro de société SL005641, dont le siège de direction effective est situé à La Plaiderie House, St Peter Port, GY1 3DA, Guernesey, valablement représentée par VCP VI GP Partnership en tant qu'associé commandité, elle-même représentée par VCP VI GP LIMITED, une société anonyme (limited company) constituée selon le droit de Guernesey, dont le siège social se situe à Trafalgar Court, Les Banques [TBC], St Peter Port, Guernesey et VCP VI GP (UK) LIMITED, une société anonyme (limited company) constituée selon le droit d'Angleterre, dont le siège social se situe au 54 Jermyn Street, Londres SW1Y 6LX, Royaume-Uni, en leur capacité d'Associés Commandités (VCP), et

2. Vision Capital Partners VI S L.P., une société en commandite (limited partnership) constituée et régie par les lois d'Ecosse dont le siège social se situe à Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3QL, immatriculée au Companies House d'Edinbourg sous le numéro 6202, valablement représentée par VCP VI S GP PARTNERSHIP, en tant qu'associé commandité, elle-même représentée par VCP VI S GP LIMITED, une société anonyme (limited company) constituée selon le droit de Guernesey, dont le siège social se situe au Trafalgar Court, Les Banques, St Peter Port, Guernesey GY1 3DA, en sa capacité d'Associé Commandité (Spoke),

toutes les deux représentées par Monsieur Raymond THILL, maître en droit, résidant professionnellement au 74 avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg,

en vertu de deux procurations données sous seing privé.

Lesdites procurations, après avoir été signées "ne varietur" par le mandataire agissant pour le compte des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, représentées comme indiqué ci-dessus, ont requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. VCP et Spoke détiennent toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Renonciation aux convocations d'usage;

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant en euros équivalent à trois millions cinq cent douze mille quatre cent soixante-sept livres sterling (GBP 3.512.467), en utilisant le dernier taux de change GBP/EUR disponible à la date de réception des fonds par la Société, par l'émission du nombre correspondant de parts sociales de la Société, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune;

3. souscription et libération des parts sociales nouvellement émises tel que mentionné au point 1. par un apport en numéraire, étant entendu que le montant exprimé en euros sera arrondi au nombre entier inférieur et que tout surplus sera affecté au compte de prime d'émission de la Société;

4. modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social; et

5. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et/ou à tout avocat ou employé de Loyens and Loeff Luxembourg, ou à tout employé d'Alter Domus, chacun agissant individuellement, pour procéder, pour le compte de la Société, à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Sur ces faits, l'Assemblée a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant valablement représentée à l'Assemblée, les associés de la Société renoncent aux convocations d'usage, se considérant comme valablement convoqués et déclarent avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée qui leur a été communiqué précédemment.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trois millions neuf cent un mille six cent vingt-cinq euros (EUR 3.901.625), soit l'équivalent en euros de trois millions cinq cent douze mille quatre cent soixante-sept livres sterling (GBP 3.512.467), en utilisant le dernier taux de change GBP/EUR disponible à la réception

des fonds par la Société, c'est-à-dire 1 GBP = 1,1108 EUR (le Taux de Change) et arrondi vers le bas au nombre entier le plus proche pour obtenir un nombre entier de parts sociales), par l'émission de cent cinquante-six mille soixante-cinq (156.065) nouvelles parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune, qui auront les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Intervention - Souscription - Libération

Sur ces faits,

1) VCP, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à quatre-vingt-dix-huit mille huit cent vingt (98.820) parts sociales nouvellement émises, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer par un apport en numéraire d'un montant de deux millions deux cent vingt-quatre mille quatre-vingt-quatorze livres sterling (GBP 2.224.094) (soit deux millions quatre cent soixante-dix mille cinq cent vingt-trois euros et soixante-deux centimes (EUR 2.470.523,62)).

2) Spoke, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cinquante-sept mille deux cent quarante-cinq (57.245) parts sociales nouvellement émises, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune et les libérer par un apport en numéraire d'un montant d'un million deux cent quatre-vingt-huit mille trois cent soixante-treize livres sterling (GBP 1.288.373) (soit un million quatre cent trente-et-un mille cent vingt-quatre euros et soixante-douze centimes (EUR 1.431.124,72)).

Le montant de trois millions neuf cent un mille six cent quarante-huit euros et trente-quatre centimes (EUR 3.901.648,34) sera affecté de la manière suivante:

- trois millions neuf cent un mille six cent vingt-cinq euros (EUR 3.901.625) seront affectés au compte nominal de capital social de la Société, et

- vingt-trois euros et trente-quatre centimes (EUR 23,34) seront affectés au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant total est à la disposition de la Société, comme l'a été prouvé au notaire instrumentant qui le reconnaît expressément.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société, qui aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5.1.** Le capital social de la Société est fixé à trois millions neuf cent quatre mille cinq cent cinquante euros (EUR 3.943.550) représenté cent cinquante-sept mille sept cent quarante-deux (157.742) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

Troisième résolution

L'Assemblée décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les modifications ci-dessus et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et/ou à tout avocat ou employé de Loyens and Loeff Luxembourg, ou à tout employé d'Alter Domus, chacun agissant individuellement, pour le compte de la Société, afin de procéder à l'inscription des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Le montant des dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait du présent acte s'élèvent approximativement à trois mille trois cents euros (EUR 3.300,-).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 mai 2011. LAC/2011/21174. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mai 2011.

Référence de publication: 2011066274/210.

(110075151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Lux Cuisines Scheunert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.

R.C.S. Luxembourg B 67.393.

Im Jahre zwei tausend elf.

Den fünften Mai.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtswohnsitz in Echternach,

IST ERSCHIENEN:

Herr Jörg SCHEUNERT, Kaufmann, wohnhaft in L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch.

Welcher Komparent erklärte dass er der alleinige Gesellschafter der Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUX CUISINES SCHEUNERT S.à r.l. ist, mit Sitz in L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 67.393 (NIN 1998 2413 985).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Joseph GLODEN, mit dem damaligen Amtssitze in Grevenmacher, am 10. Dezember 1998, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 100 vom 18. Februar 1999, und deren Statuten abgeändert wurden zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 2. Oktober 2007, veröffentlicht im Memorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2785 vom 3. Dezember 2007.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf zwölf tausend vier hundert Euro (€ 12.400.-) beläuft, eingeteilt in fünf hundert (500) Anteile von je vierundzwanzig Euro achtzig Cent (€ 24,80), alle zugeteilt Herrn Jörg SCHEUNERT.

Alsdann hat der Komparent den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes zu beurkunden:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst den Nominalwert der Anteile auf ein hundert Euro (€ 100.-) festzulegen und stellt fest, dass das Gesellschaftskapital in Höhe von ZWÖLF TAUSEND VIER HUNDERT EURO (€ 12.400.-) eingeteilt ist in ein hundert vierundzwanzig (124) Anteile von je EIN HUNDERT EURO (€ 100.-).

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst das Gesellschaftskapital um den Betrag von FÜNF HUNDERT SIEBENUNDACHTZIG TAUSEND SECHS HUNDERT EURO (€ 587.600.-) aufzustocken um es von dem bestehenden Betrag von ZWÖLF TAUSEND VIER HUNDERT EURO (€ 12.400.-) auf den Betrag von SECHS HUNDERT TAUSEND EURO (€ 600.000.-) zu erhöhen, durch die Schaffung von fünf tausend acht hundert sechsundsiebzig (5.876) neuen Anteilen von je EIN HUNDERT EURO (€ 100), welche durch den alleinigen Anteilhaber eingezahlt werden, durch das Einbringen einer bestimmten, fälligen und baren Forderung bis zu einem Betrag von FÜNF HUNDERT SIEBENUNDACHTZIG TAUSEND SECHS HUNDERT EURO (€ 587.600.-) gegen die Gesellschaft.

Das Bestehen der vorerwähnten Forderung wird nachgewiesen:

1) aufgrund der Bilanz vom 4. Mai 2011,

2) sowie aufgrund einer Erklärung vom 5. Mai 2011 durch den alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft LUX CUISINES SCHEUNERT S.à r.l., Herr Jörg SCHEUNERT, vorgenannt, welcher die Existenz, die Höhe und die Fälligkeit der Forderung zum heutigen Tage bestätigt.

Vorerwähnte Bilanz sowie die vorerwähnte Erklärung bleiben, nachdem sie durch den Komparenten und den instrumentierenden Notar "ne varietur" paraphiert worden sind, der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der alleinige Anteilhaber Herr Jörg SCHEUNERT, vorgenannt, erklärt dass er auf seine Forderung gegenüber der Gesellschaft LUX CUISINES SCHEUNERT S.à r.l. bis zum Betrage der von ihm getätigten Kapitalerhöhung verzichtet.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst aufgrund der vorhergehenden Kapitalerhöhung Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt SECHS HUNDERT TAUSEND EURO (€ 600.000.-) und ist eingeteilt in sechs tausend (6.000) Gesellschaftsanteile von je EIN HUNDERT EURO (€ 100.-).

Alle Gesellschaftsanteile sind Herrn Jörg SCHEUNERT, Kaufmann, wohnhaft in L-6871 Wecker, 2, Op Huefdréisch, zugeteilt.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, in der Amtstube des amtierenden Notars, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. SCHEUNERT, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 09 mai 2011. Relation: ECH/2011/806. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 17. Mai 2011.

Référence de publication: 2011068513/62.

(110075326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

WCC Germany S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 115.897.

—
Extrait des décisions du Conseil de gérance prises en date du 5 mai 2011

Le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la société du 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg au 2 rues des Dahlias, L-1411 Luxembourg avec effet au 1^{er} mai 2011.

Pour extrait conforme

Christophe Cahuzac

Gérant de classe A

Référence de publication: 2011068709/14.

(110075380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

D.A.S. Luxemburg Allgemeine Rechtsschutz-Versicherung S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 41.395.

—
EXTRAIT

Il a été décidé lors de l'Assemblée Générale, tenue le 4 mai 2011, que:

1. Le mandat du réviseur d'entreprises agréé, Deloitte S.A., a été renouvelé jusqu'à l'Assemblée appelée à statuer sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 10 mai 2011.

Référence de publication: 2011068916/14.

(110074136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Telpro Communications (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 113.242.

—
EXTRAIT

Avec effet au 2 mai 2011, la société FIDUCIA GENERAL SERVICES S.à.r.l., ayant son siège social au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

a dénoncé le domicile établi au 44, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg,

de la Société Anonyme TELPRO COMMUNICATIONS (LUXEMBOURG) S.A., immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 113 242, de sorte que celle-ci se trouve jusqu'à nouvel avis sans domicile ni résidence connus.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

FIDUCIA GENERAL SERVICES S.à r.l.

Signature

Le domiciliataire

Référence de publication: 2011069275/18.

(110073704) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Molière Conseil, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 160.827.

STATUTS

L'an deux mille onze, le neuf mai.

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A COMPARU:

Monsieur Claude FAVRE, demeurant professionnellement 38, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg.

Lequel comparant, ès qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet de fournir tout conseil économique aux personnes physiques et morales ainsi que la prestation de tous services y liés directement ou indirectement. A cet effet, elle pourra notamment agir comme administrateur ou gérant de sociétés luxembourgeoises ou étrangères.

L'objet de la Société est également, aussi bien au Luxembourg qu'à l'étranger et sous quelque forme que ce soit, d'entreprendre toutes activités industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, qui sont directement ou indirectement en relation avec la création, la gestion et le financement, sous quelque forme que ce soit, de toutes entreprises et sociétés dont l'objet consiste en toutes activités, sous quelque forme que ce soit, ainsi que la gestion et le développement, permanent ou temporaire, du portefeuille créé dans ce but, pour autant que la société soit considérée comme une société de participations financières conformément aux lois applicables.

La Société peut prendre des participations de toutes façons dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou en relation, ou qui peuvent favoriser le développement ou l'extension de ses activités. Dans ce contexte, la Société pourra également effectuer toutes prestations de services, notamment comptables, administratives, techniques, commerciales ou informatiques et de conseils en matière de gestion, d'organisation et de direction d'entreprise au profit de toute entreprise dans laquelle la société possède des intérêts ou détient une participation.

La société peut également créer, acquérir, mettre en valeur, utiliser ou concéder l'usage de droits intellectuels. Elle peut notamment créer, acquérir, mettre en valeur utiliser ou concéder l'usage des brevets, licences, noms de domaines, logos et marques, ainsi que des droits qui en découlent ou les complètent.

En général, la Société peut prendre toutes mesures et mener à bien toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières qui lui sembleront utiles au développement et à l'extension de ses activités.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: «Molière Conseil»

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euro (EUR 12.500,-) représenté par cent vingt cinq (125) parts sociales d'une valeur nominale de mille Euro (EUR 100,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature de l'un ou l'autre des gérants.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2011.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion de leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance.
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice.
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les parts sociales ont été entièrement souscrites comme suit:

- Monsieur Claude FAVRE, préqualifié 125 parts

Elles ont été entièrement libérées en espèces de sorte que le montant de douze mille cinq cents (12.500,-) euros (EUR) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ 1.000 Euro.

Décision des associés

1) La Société est administrée par le gérant suivant:

Monsieur Claude FAVRE, né le 22 septembre 1967 à Voiron (France) et demeurant professionnellement 38, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

Il est nommé au poste de gérant pour une durée illimitée.

2) L'adresse de la Société est fixée au 38, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: C. FAVRE, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 mai 2011. Relation: LAC/2011/21288. Reçu soixante-quinze Euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 13 juin 2011.

Référence de publication: 2011066319/134.

(110074783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Cippus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 145.290.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 12 mai 2011 à 11.00 heures à Luxembourg
1, rue Joseph Hackin*

- Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance lors de la présente Assemblée, il a été décidé, à l'unanimité, de renouveler le mandat:

- A) des administrateurs de:

* Monsieur Joseph WINANDY, Administrateur de sociétés, demeurant rue de l'Horizon, 92 à L-5960 Itzig,

* La société Cosafin SA, société anonyme, domiciliée au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques Bonnier, 1, rue Joseph Hackin Luxembourg,

B) du commissaire aux comptes la Fiduciaire HRT, 3A, rue Guillaume Kroll à L-1882 Luxembourg.

Par ailleurs, l'Assemblée décide, à l'unanimité de nommer la société Jalyne SA, société anonyme, domiciliée au 1, rue Joseph Hackin, L-1746 Luxembourg, représentée par Monsieur Jacques Bonnier, 1, rue Joseph Hackin Luxembourg.

Les mandats des Administrateurs et du Commissaire aux Comptes viendront à échéance à l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes clôturés au 31 décembre 2011.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011076492/23.

(110083494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

SCSI Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4963 Clémency, 9BIS, rue Basse.

R.C.S. Luxembourg B 160.833.

STATUTS

L'an deux mille onze, le neuf mai

Par-devant Maître Joseph Elvinger notaire de résidence à Luxembourg,

A COMPARU:

La société «AUVILU SARL», ayant son siège social à L-4963 Clémency, 9, rue Basse, R.C.S.L: B133092
ici représentée aux fins des présentes par Flora Gibert, clerc d'enotaire demeurant à Luxembourg, en vertu d'une
procuration sous seing privé donnée le 4 mai 2011

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire instrumentant, demeurera
annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils vont constituer entre
eux.

Art. 1^{er}. La société prend la dénomination de "SCSI Luxembourg SARL".

Art. 2. Le siège de la société est établi à Clémency; il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de
Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

La société pourra établir des filiales et des succursales aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.
La société est contituée pour une durée illimitée.

Art. 3. La société a pour objet toutes prestations en matière de logistique et qualité. La vente, l'achat et le négoce de
pièces mécaniques et machines outils et équipements industriels.

Elle peut réaliser toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille quatre cents euros (€ 12.400.-), divisé en cent (100) parts sociales d'une
valeur nominale de cent vingt-quatre euros (€ 124.-) chacune.

Art. 6. Les parts sociales ne sont cessibles entre associés qu'avec le consentement préalable des associés représentant
au moins les trois quarts du capital social. Il en est de même pour toute cession de parts sociales entre vifs à un tiers
non-associé.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément
préalable des propriétaires de parts sociales représentant au moins les trois-quarts des droits appartenant aux survivants.

En cas de cession, la valeur d'une part est évaluée sur base des trois derniers bilans de la société.

Art. 7. La cession de parts sociales doit être constatée par un acte notarié ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la société et aux tiers qu'après avoir été notifiée à la société ou acceptée par elle conformément
à l'article 1690 du Code Civil.

Art. 8. En cas de décès d'un associé, gérant ou non gérant, la société ne sera pas dissoute et elle continuera entre les
associés survivants et les héritiers de l'associé décédé.

L'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés ne met pas fin à la société.

Art. 9. Chaque part est indivisible à l'égard de la société. Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter
auprès de la société par un seul d'entre eux ou un mandataire commun choisi parmi les associés.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part
emporte de plein droit adhésion aux présents statuts.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés
sur les biens et documents de la société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; ils doivent,
pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'assemblée des associés à la majorité du
capital social et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

L'acte de nomination fixera la durée de leurs fonctions et leurs pouvoirs.

Les associés pourront à tout moment décider de la même majorité la révocation du ou des gérants pour causes
légitimes, ou encore pour toutes raisons quelles qu'elles soient, laissées à l'appréciation souveraine des associés moyen-
nant observation toutefois, en dehors de la révocation pour causes légitimes, du délai de préavis fixé par le contrat
d'engagement ou d'un délai de préavis de deux mois.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Le ou les gérants ont la signature sociale et ils ont le droit d'ester en justice au nom de la société tant en demandant qu'en défendant.

Art. 11. Le décès du ou des gérants ou leur retrait, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la société.

Les héritiers ou ayants-cause du ou des gérants ne peuvent en aucun cas faire apposer des scellés sur les documents et registres de la société, ni faire procéder à un inventaire judiciaire des valeurs sociales.

Art. 12. Les décisions des associés sont prises en assemblée générale ou encore par un vote écrit sur le texte des résolutions à prendre et qui sera communiqué par lettre recommandée par la gérance aux associés.

Le vote écrit devra dans ce dernier cas être émis et envoyé à la société par les associés dans les quinze jours de la réception du texte de la résolution proposée.

Art. 13. A moins de dispositions contraires prévues par les présents statuts ou par la loi, aucune décision n'est valablement prise que pour autant qu'elle ait été adoptée par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si ce quorum n'est pas atteint à la première réunion ou lors de la consultation par écrit, les associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 14. Les décisions sont constatées dans un registre de délibérations tenu par la gérance au siège social et auquel seront annexées les pièces constatant les votes exprimés par écrit ainsi que les procurations.

Art. 15. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Il sera dressé à la fin de l'exercice social un inventaire général de l'actif et du passif de la société et un bilan résumant cet inventaire. Chaque associé ou son mandataire muni d'une procuration écrite pourront prendre au siège social communication desdits inventaire et bilan.

Art. 17. Les produits de la société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, des charges sociales, de tous amortissements de l'actif social et de tous comptes de provisions pour risques commerciaux ou autres, constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce qu'il ait atteint le dixième du capital social.

Le solde du bénéfice sera à la disposition des associés qui décideront de son affectation ou de sa répartition.

S'il y a des pertes, elles seront supportées par tous les associés dans les proportions et jusqu'à concurrence de leurs parts sociales.

Art. 18. En cas de dissolution anticipée, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 19. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 18 septembre 1933 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Souscription et Libération

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

La société anonyme «AUVILU SARL», préqualifiée, cent parts sociales	100
Total: cent parts sociales	100

Les parts sociales ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille quatre cents euros (€ 12.400.-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant, qui le constate expressément.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice prend cours le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

Frais

Le montant des frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille deux cents Euros.

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite, les comparants représentant l'intégralité du capital social, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité des voix les décisions suivantes:

- 1) Monsieur Patrick Péronnet est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée.

2) La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

3) Le siège social est fixé à L-4963 Clémency, 9bis, rue Basse.

Le notaire instrumentant a rendu attentifs les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C le 11 mai 2011. Relation: LAC/2011/21290. Reçu soixante-quinze Euros (75,-€).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Luxembourg, le 13 juin 2011.

Référence de publication: 2011066423/118.

(110074980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Deejay, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 145.269.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2011068917/10.

(110073980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Dexia LdG Banque S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 129.679.

Le bilan au 31.12.2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 avril 2011.

Dexia LdG Banque

Société anonyme

Marc Henry / Jacques Dupuis

Administrateur Délégué / Membre du Comité de Direction

Référence de publication: 2011068918/14.

(110073993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Goma Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 7, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 61.564.

EXTRAIT

Il résulte de la résolution prise lors de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la société qui s'est tenue le 25 mai 2011 que:

- Le terme de leurs mandats étant arrivé à échéance, l'Assemblée a renommé Monsieur Patrick WEINACHT demeurant à Luxembourg, Madame Marie-Rose SCHOCKMEL demeurant à Luxembourg et Monsieur Nico BIRCHEN, demeurant à Esch s/Alzette aux postes d'Administrateurs.

Société de Gestion Comptable S. à r.l. est renommée au poste de Commissaire aux Comptes de la société.

L'ensemble des mandats prendra fin lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.
Pour la société
Signature
Un mandataire

Référence de publication: 2011075381/20.

(110083063) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2011.

JP Garitte Consulting and Management Assurance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9654 Grümelscheid, 39, Duerfstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 108.383.

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale ordinaire du 26 mai 2007 de la SA JP GARITTE CONSULTING AND MANAGEMENT ASSURANCE à GRÜMELSCHEID que:

Le mandat des administrateurs:

- Monsieur GARITTE Jean-Pierre demeurant à B-2660 Anvers, Van Traynellaan 14
- Madame VAN DE VELDE Céline demeurant à B-2660 Anvers, Van Traynellaan 14
- Monsieur GARITTE Christophe demeurant à B-2460 Tienen, Heynsbergstraat 13

Le mandat du commissaire aux comptes:

- Madame GARITTE Nathalie demeurant à B-2660 Hoboken, Graspolderlaan 3

Et le mandat de l'administrateur délégué:

- Monsieur GARITTE Jean-Pierre demeurant à B-2660 Anvers, Van Traynellaan 14

ont été reconduits pour une période de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille treize.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 26 mai 2007.

FIDUCIAIRE LUCIEN FUNCK SARL
Bureau Comptable et Fiscal
Signature

Référence de publication: 2011070027/24.

(110074761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Pic S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 160.122.

STATUTES

In the year two thousand and eleven,

On the twenty-eighth day of March,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg,

There appeared:

Mr. Jean-Marc PUEL, company manager, born in Trélissac (France) on 28 January 1964, residing in W1J 5DJ London (United Kingdom), 8, Charles Street,

represented here by Mrs. Isabelle BUDINGER, private employee, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch,

by virtue of a proxy under private seal given on 16 March 2011,

which proxy, after having been signed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated here-above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name PIC S.à r.l. (the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of association (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the single partner or the general meeting of partners adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

2.2 Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the single manager, or as the case may be, the board of managers of the Company. Where the single manager or the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Object.

3.1 The Company may proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose.

3.2 The Company may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

3.3 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

3.4 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

3.5 The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including, without limitation, the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies and/or to any other company. It may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or over some of its assets to guarantee its own obligations and undertakings and/or obligations and undertakings of any other company and, generally, for its own benefit and/or the benefit of any other company or person.

3.6 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

Art. 4. Duration.

4.1 The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2 The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

II. Capital – Shares**Art. 5. Capital.**

5.1 The Company's corporate capital is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) represented by one hundred twenty-five (125) shares in registered form with a par value of one hundred Euro (EUR 100.00) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2 The authorised corporate capital of the Company is set at two million Euro (EUR 2,000,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares, with a nominal value of one hundred Euro (EUR 100.00) each.

The Manager(s) or the Board of Managers, as the case may be, is/are authorised, during a period ending five (5) years after the date of publication of the Articles, in the Mémorial C -Recueil des Sociétés et Associations, to increase in one or several times the subscribed capital within the limits of the authorised capital by issuing shares to the existing shareholders or any persons that have been approved by the shareholders at the same quorum and majority requirements as provided by article 189 paragraph 1 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended. Such increased amount of capital may be subscribed for and issued under the terms and conditions as the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may determine. More specifically, the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may determine the subscription and payment conditions of the shares to be subscribed and issued, the time and the amount of the shares to be subscribed and issued, if the shares are to be subscribed with or without an issue premium, to what extent the payment of the newly subscribed shares is acceptable either in cash or assets other than cash, that shares be issued following the exercise of the subscription and/or conversion rights granted by the Manager(s) or, as the

case may be, the Board of Managers under the terms of any securities issued from time to time by the Company. The Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers may delegate to any authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital. After each increase, the subscribed capital performed in the legally required form by the Manager(s) or, as the case may be, the Board of Managers within the limits of the authorised capital, the present article is, as consequence, to be adjusted to this amendment.

5.3 The share capital of the Company may be increased or reduced in one or several times by a resolution of the single partner or, as the case may be, by the general meeting of partners, adopted in the manner required for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1 Each share entitles the holder to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

6.2 Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

6.3 Shares are freely transferable among partners or, if there is no more than one partner, to third parties.

In case of plurality of partners, the transfer of shares to non-partners is subject to the prior approval of the general meeting of partners representing at least three quarters of the share capital of the Company.

A share transfer will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is being made to articles 189 and 190 of the Law.

6.4 A partners' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by each partner who so requests.

III. Management – Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1 The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which sets the term of their office. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

7.2 The members of the board might be split in two categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers".

7.3 The managers may be dismissed ad nutum.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1 All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of partners fall within the competence of the single manager or, if the Company is managed by more than one manager, the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2 Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either partners or not, by the manager, or if there are more than one manager, by any manager of the Company.

Art. 9. Procedure.

9.1 The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice.

9.2 Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3 No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5 The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and, to the extent Category A Managers and Category B Managers were appointed, at least one Category A Manager and one Category B Manager must be present or represented. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Category A Managers and Category B Managers such resolutions must be approved by at least one Category A Manager and one Category B Manager. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.6 Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to

each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7 Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation.

10.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the single signature of its sole manager and by the joint signature of two managers in the case of a plurality of managers.

10.2 If the general meeting of partners decides to create two categories of managers (category A and category B), the Company will only be bound by the joint signature of any A Manager together with any B Manager.

10.3 The Company shall further be bound by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

IV. General meetings of partners

Art. 12. Powers and Voting rights.

12.1 The single partner assumes all powers conferred by the Law to the general meeting of partners.

12.2 Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

12.3 Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him at the general meetings of partners.

Art. 13. Form - Quorum - Majority.

13.1 If there are not more than twenty-five partners, the decisions of the partners may be taken by circular resolution, the text of which shall be sent to all the partners in writing, whether in original or by telegram, telex, facsimile or e-mail. The partners shall cast their vote by signing the circular resolution. The signatures of the partners may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

13.2 Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

13.3 However, resolutions to alter the Articles or to dissolve and liquidate the Company may only be adopted by the majority of the partners owning at least three quarters of the Company's share capital.

V. Annual accounts - Allocation of profits

Art. 14. Accounting Year.

14.1 The accounting year of the Company shall begin on the first of January of each year and end on the thirty-first December of each year.

14.2 Each year, with reference to the end of the Company's accounting year, the Company's accounts are established and the manager or, in case there is a plurality of managers, the board of managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

14.3 Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 15. Allocation of Profits.

15.1 The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortisation and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to the statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital.

15.2 Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the Shareholders before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the Shareholders.

VI. Dissolution -Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 In the event of a dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be partners, appointed by a resolution of the single partner or the general meeting of partners which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the partner(s) or by

Law, the liquidators shall be invested with the broadest powers for the realisation of the assets and payments of the liabilities of the Company.

16.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the partner or, in the case of a plurality of partners, the partners in proportion to the shares held by each partner in the Company.

VII. General provision

Art. 17. General provision. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of this deed and shall end on 31 December 2011.

Subscription – Payment

Thereupon, Mr. Jean-Marc PUEL, prenamed, represented as stated here-above, declares to have subscribed to the whole share capital of the Company and to have fully paid up all the one hundred twenty-five (125) shares by contribution in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.00) is at the disposal of the Company, as has been proved to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately one thousand seven hundred Euro (EUR 1,700.00).

Resolutions of the sole partner

Immediately after the incorporation of the Company, the sole partner, representing the entirety of the subscribed share capital has passed the following resolutions:

1) The following persons are appointed as managers of the Company for an indefinite period:

- Mr. Jean-Marc PUEL, prenamed, as Category A Manager,
- Mr. Alex PHAM, private employee, born in Saigon (Vietnam) on 16 November 1973, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as Category B Manager,
- Mr. Philippe STOCK, private employee, born in Gosselies (Belgium) on 10 September 1960, residing professionally in L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, as Category B Manager.

2) The registered office of the Company is set at L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version and in case of divergences between the English and the French text, the French version will be prevailing.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, said person appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze,

Le vingt-huit mars,

Par devant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

A comparu:

Monsieur Jean-Marc PUEL, dirigeant d'entreprises, né à Trélissac (France), le 28 janvier 1964, demeurant à W1J 5DJ Londres (Royaume-Uni), 8, Charles Street,

ici représenté par Madame Isabelle BUDINGER, employée privée, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch,

en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 16 mars 2011,

laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le comparant et le notaire instrumentaire, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Ladite comparante, ès-qualité qu'elle agit, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il est établi une société à responsabilité limitée sous la dénomination de PIC S.à r.l. (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi) et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Lorsque le gérant unique ou le conseil de gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société qui restera une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1 La Société pourra procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

3.2 La Société pourra également accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

3.3 La Société a en outre pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

3.4 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

3.5 La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, en ce compris, sans limitation, ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations ou de valeurs, à ses filiales, sociétés affiliées et/ou à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs afin de garantir ses propres obligations et engagements et/ou obligations et engagements de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et/ou en faveur de toute autre société ou personne.

3.6 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de l'interdiction, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales**Art. 5. Capital.**

5.1 Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00), représenté par cent vingt-cinq (125) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital autorisé de la Société est fixé à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,00) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance est/sont autorisé(s), pendant une période se terminant cinq (5) ans après la date de la publication des Statuts dans le Mémorial, Recueil C Recueil des Sociétés et Associations, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit jusqu'à concurrence du capital autorisé, par émission de parts sociales aux associés existants ou à tout autre personne ayant été approuvée par les associés dans les conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 189 alinéa 1er de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée. Le montant augmenté de capital pourra être souscrit, et les parts sociales y relatives émises, suivant les conditions à déterminer par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance. Plus spécialement, le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent déterminer les conditions de la souscription et de la libération des parts sociales à souscrire et à émettre, la date et le montant de parts sociales à souscrire et émettre, si les parts sociales seront souscrites avec ou sans prime d'émission, dans quelle mesure la libération des nouvelles parts sociales souscrites peut être acceptée, soit en numéraire, soit par des apports autres qu'en numéraire, si les parts sociales seront émises à la suite

de l'exercice des droits de souscription et/ou de conversion accordés par le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance selon les conditions des valeurs mobilières émises de temps à autres par la Société. Le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance peuvent déléguer à tout administrateur autorisé, fondé de pouvoir de la Société ou tout autre personne dûment autorisée, le soin de recueillir les souscriptions et recevoir le paiement du prix des parts sociales représentant tout ou partie de cette augmentation de capital. Chaque fois que le ou les Gérants ou, selon le cas, le Conseil de Gérance auront procédé à une augmentation du capital émis dans les formes légales et dans les limites du capital autorisé, le présent article sera adapté aux fins de refléter la modification intervenue.

5.3 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit en une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

6.2 Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

6.3 Les parts sociales sont librement transmissibles entre associés et, en cas d'associé unique, à des tiers.

En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales à des non-associés n'est possible qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle en conformité avec les dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.4 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par chaque associé.

III. Gestion -Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, lesquels ne sont pas nécessairement des associés et qui seront nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixera la durée de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un Conseil de gérance.

7.2 Les membres du Conseil peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement "Gérants de catégorie A" et "Gérants de catégorie B".

7.3 Les gérants sont révocables ad nutum.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1 Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2 Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par tout gérant.

Art. 9. Procédure.

9.1 Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

9.2 Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3 La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4 Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5 Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un Gérant de catégorie A et un Gérant de catégorie B sont présents ou représentés. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et, si des Gérants de catégorie A et des Gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un Gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

B. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.6 Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7 Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation.

10.1 La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par la seule signature du gérant unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants.

10.2 Dans l'éventualité où deux catégories de Gérants sont créées (Gérant de catégorie A et Gérant de catégorie B), la Société sera obligatoirement engagée par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B.

10.3 La Société sera aussi engagée par la signature conjointe ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article

8.2. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

IV. Assemblée Générale des associés

Art. 12. Pouvoirs et Droits de vote.

12.1 L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2 Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

12.3 Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Art. 13. Forme - Quorum - Majorité.

13.1 Lorsque le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq associés, les décisions des associés pourront être prises par résolution circulaire dont le texte sera envoyé à chaque associé par écrit, soit en original, soit par télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique. Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

13.2 Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

13.3 Toutefois, les résolutions prises pour la modification des Statuts ou pour la dissolution et la liquidation de la Société seront prises à la majorité des voix des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

Art. 14. Exercice social.

14.1 L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

14.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Sociétés sont arrêtés et le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

14.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social de la Société.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Il sera prélevé cinq pour cent (5%) sur le bénéfice net annuel de la Société qui sera affecté à la réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

15.2 Nonobstant les dispositions précédentes, le Conseil de Gérance peut décider de payer des dividendes intérimaires aux Associés avant la fin de l'exercice social sur la base d'un état de comptes montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que (i) le montant à distribuer ne peut pas excéder, si applicable, les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmentés des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminués des pertes reportées et des sommes allouées à la réserve établie selon la Loi ou selon ces Statuts et que (ii) de telles sommes distribuées qui ne correspondent pas aux bénéfices effectivement réalisés seront remboursées par les Associés.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16. Dissolution - Liquidation.

16.1 En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution du (ou des) gérant(s) ou par la Loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera attribué à l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, aux associés proportionnellement au nombre de parts sociales détenues par chacun d'eux dans la Société.

VII. Disposition générale

Art. 17. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

La première année sociale débutera à la date du présent acte et se terminera au 31 décembre 2011.

Souscription – Libération

Monsieur Jean-Marc PUEL, prénommé, représenté comme dit ci-dessus, déclare avoir souscrit à l'entière du capital social de la Société et d'avoir entièrement libéré les cent vingt-cinq (125) parts sociales par versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,00) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le comparant a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille sept cents euros (EUR 1.700,00).

Décisions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique, représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1) Les personnes suivantes sont nommées comme gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Jean-Marc PUEL, prénommé, en qualité de gérant de catégorie A,
- Monsieur Alex PHAM, employé privé, né à Saïgon (Vietnam), le 16 novembre 1973, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, en qualité de gérant de catégorie B,
- Monsieur Philippe STOCK, employé privé, né à Gosselies (Belgique), le 10 septembre 1960, demeurant professionnellement à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch, en qualité de gérant de catégorie B.

2) Le siège social de la Société est établi à L-2086 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

Le notaire instrumentaire, qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la comparante, la comparante a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Budinger, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 31 mars 2011. Relation: LAC / 2011 / 14908. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 6 avril 2011.

Référence de publication: 2011051146/457.

(110056881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2011.

Debers S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 107.798.

Les comptes annuels au 30 septembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature
Liquidateur

Référence de publication: 2011068922/11.

(110073703) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Van Kanten S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 64.737.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 11 mai 2011

- L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateur de Monsieur Gilles Jacquet, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, de Lux Business Management Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg et de Lux Konzern Sàrl, ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Luxembourg, le 11 mai 2011.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011069300/18.

(110073787) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Eldek S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 160.814.

—
STATUTS

L'an deux mille onze, le quatorze avril,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

a comparu

Bithia AG, société de droit suisse ayant siège sociale à CH-6340 Baar, 5, Steinhauserstrasse, inscrite au registre de commerce de Zug (Suisse), sous le numéro CH-170.3.034.733-4,

ici représentée par Monsieur Jean Lemaire, administrateur de sociétés, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Baar (Suisse), le 12 avril 2011.

Ladite procuration restera, après signature ne varietur par le mandataire de la comparante, annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentaire de dresser les statuts (ci-après, les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et qu'elle a arrêté comme suit:

Art. 1^{er}. Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de "ELDEK S.A." (ci-après, la Société).

La Société peut avoir un Actionnaire Unique (l'"Actionnaire Unique") ou plusieurs actionnaires (les Actionnaires). La Société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Actionnaire Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (Luxembourg).

Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par simple décision du Conseil d'Administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un Administrateur Unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Lorsque le Conseil d'Administration estime que des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire de nature à compromettre l'activité normale au siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se produiront ou seront imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, qui restera une société luxembourgeoise.

La société peut avoir d'autres bureaux et succursales (que ce soient des établissements permanents ou non) à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période illimitée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

Art. 4. Objet Social. La société a pour objet social l'exercice de la fonction d'administrateur, de liquidateur et de commissaire aux comptes de sociétés commerciales luxembourgeoises et la fourniture de tous services strictement liés à l'exercice de ces mandats pour compte de sociétés tierces et/ou pour compte de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte.

Elle a également pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, leur gestion et leur mise en valeur ainsi que toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut contracter des emprunts en vue de la réalisation de son objet et accorder aux sociétés dans lesquelles elle participe ou auxquelles elle s'intéresse directement ou indirectement, tous concours, prêts avances ou garanties.

En outre la société peut effectuer toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation, en restant toutefois dans les limites tracées par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix" euros (EUR 10) chacune.

Le capital social souscrit de la Société pourra être augmenté ou réduit par une résolution prise par l'Assemblée Générale statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après.

Art. 6. Actions. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'Actionnaire, sauf dispositions contraires de la loi.

Les actions de la Société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La Société pourra racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 7. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) Actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 8. Réunions de l'assemblée des Actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un Actionnaire Unique, ce dernier aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces Statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Actionnaire Unique tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique. Les décisions prises par l'Actionnaire Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'hypothèse d'une pluralité d'Actionnaires, toute Assemblée Générale de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les Actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se réunit de plein droit le dernier mercredi du mois de juin à 10.00 heures au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation. Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se réunira le premier jour ouvrable suivant.

Tout Actionnaire de la Société peut participer à l'Assemblée Générale par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les Actionnaires participant à la réunion de l'Assemblée Générale peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion de l'Assemblée Générale peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion de l'Assemblée Générale est retransmise en direct et (iv) les Actionnaires peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion de l'Assemblée Générale par un tel moyen de communication équivaldra à une participation en personne à une telle réunion.

Art. 9. Délais de convocation, Quorum, Procurations, Avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquée sont prises à la majorité simple des Actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque Actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des Actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par téléfax, par câble, par télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, une autre personne comme mandataire.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Les Actionnaires peuvent voter par écrit (au moyen d'un bulletin de vote) sur les projets de résolutions soumis à l'Assemblée Générale à la condition que les bulletins de vote incluent (1) les nom, prénom adresse et signature des Actionnaires, (2) l'indication des actions pour lesquelles l'Actionnaire exercera son droit, (3) l'agenda tel que décrit dans la convocation et (4) les instructions de vote (approbation, refus, abstention) pour chaque sujet de l'agenda. Les bulletins de vote originaux devront être reçus par la Société 72 (soixante-douze) heures avant la tenue de l'Assemblée Générale.

Art. 10. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un Actionnaire Unique.

Tant que la Société n'a qu'un Actionnaire Unique, la Société peut être administrée par un Administrateur Unique seulement qui n'a pas besoin d'être l'Actionnaire Unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un Actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois (3) administrateurs, lesquels ne seront pas nécessairement Actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins 2 (deux) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la Loi sur les Sociétés de 1915.

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les Actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale de la Société. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 11. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Actionnaire Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation écrite avec l'accord de chaque administrateur de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du Conseil d'Administration se tenant à une heure et à un endroit prévus dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil d'Administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter au Conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par téléfax, câble, télégramme, par télex ou par courrier muni d'une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise un autre administrateur comme son mandataire.

Tout administrateur peut participer à la réunion du Conseil d'Administration par conférence téléphonique, visio-conférence ou tout autre moyen de communication similaire grâce auquel (i) les administrateurs participant à la réunion du Conseil d'Administration peuvent être identifiés, (ii) toute personne participant à la réunion du Conseil d'Administration peut entendre et parler avec les autres participants, (iii) la réunion du Conseil d'Administration est retransmise en direct et (iv) les membres du Conseils d'Administration peuvent valablement délibérer; la participation à une réunion du Conseil d'Administration par un tel moyen de communication équivaudra à une participation en personne à une telle réunion.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du Conseil d'Administration peut également être prise par voie circulaire pourvu qu'elle soit précédée par une délibération entre administrateurs par des moyens tels que mentionnés par exemple sous le paragraphe 6 du présent article 11. Une telle résolution doit consister en un seul ou plusieurs documents contenant les résolutions et signés, manuellement ou électroniquement par une signature électronique conforme aux exigences de la loi luxembourgeoise, par tous les membres du Conseil d'Administration (résolution circulaire). La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

L'article 11 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 12. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président, ou bien par un membre du Conseil d'Administration qui préside une telle assemblée. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 13. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société, et notamment le pouvoir de transférer, céder et disposer des actifs de la Société conformément à la Loi sur les Sociétés de 1915. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 14. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, Actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, Actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du Conseil d'Administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du Conseil d'Administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 15. Signatures autorisées. La Société sera engagée, en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière), vis-à-vis des tiers par (i) la signature conjointe de deux administrateurs de la Société ou (ii) en cas d'Administrateur Unique par sa signature unique ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration ou par l'Administrateur Unique et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés.

Art. 16. Conflit d'intérêts. Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et une quelconque autre société ou entité ne seront affectés ou invalidés par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou fondés de pouvoir de la Société auraient un intérêt personnel dans, ou sont administrateur, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entité.

Tout administrateur ou fondé de pouvoir de la Société, qui est administrateur, fondé de pouvoir ou employé d'une société ou entité avec laquelle la Société contracterait ou s'engagerait autrement en affaires, ne pourra, en raison de sa position dans cette autre société ou entité, être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir en relation avec un tel contrat ou autre affaire.

Au cas où un administrateur de la Société aurait un intérêt personnel et contraire dans une quelconque affaire de la Société, cet administrateur devra informer le Conseil d'Administration de la Société de son intérêt personnel et contraire et il ne délibérera et ne prendra pas part au vote sur cette affaire; rapport devra être fait au sujet de cette affaire et de l'intérêt personnel de cet administrateur à la prochaine Assemblée Générale. Ce paragraphe ne s'applique pas tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique.

Tant que la Société est gérée par un Administrateur Unique, les procès-verbaux de l'Assemblée Générale devront décrire les opérations dans lesquelles la Société et l'Administrateur Unique se sont engagés et dans lesquelles l'Administrateur Unique a un intérêt opposé à celui de la Société.

Les deux paragraphes qui précèdent ne s'appliquent pas aux résolutions du Conseil d'Administration ou de l'Administrateur Unique concernant les opérations réalisées dans le cadre ordinaire des affaires courantes de la Société lesquelles sont conclues à des conditions normales.

Art. 17. Commissaire(s). La surveillance de la Société est confiée à un ou plusieurs commissaires. Ils sont nommés pour un terme n'excédant pas six années.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier de chaque année et se terminera le 31 décembre de la même année.

Art. 19. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société 5% (cinq pour cent) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint 10% (dix pour cent) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre, conformément à l'article 5 des Statuts.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration de la Société et devront être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration de la Société. Le Conseil d'Administration de la Société peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 21 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'Assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 21. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire, dans les conditions de quorums et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 22. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 décembre 2011.

La première Assemblée Générale annuelle sera tenue en 2012.

Souscription et Libération

Les Statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante, Bithia AG prénommée, déclare souscrire les trois mille cent (3.100) actions représentant la totalité du capital social de la Société.

Toutes ces actions ont été libérées par l'Actionnaire Unique à hauteur de 100% par paiement en numéraire, de sorte que le montant de trente et un mille euros (EUR 31.000) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Déclaration - Estimation des frais

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la Loi de 1915 et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'associé unique

La comparante préqualifiée, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre d'administrateurs est fixé à un (1) et celui des commissaires à un (1).

2. La personne suivante est nommée administrateur unique de la Société:

Monsieur Jean Lemaire, administrateur de sociétés, né le 10 juillet 1953 à Bastogne (Belgique), demeurant professionnellement à L-8366 Hagen, 12A, rue Randlingen.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle statutaire de l'année 2012.

3. A3T S.A., société anonyme de droit luxembourgeois ayant siège sociale à L-1330 Luxembourg, 44, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 158.687, est nommée commissaire.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée annuelle statutaire de l'année 2012.

4. Le siège social de la Société est fixé à L-1212 Luxembourg, 3, rue des Bains.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude de notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au représentant de la partie comparante, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J. LEMAIRE et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2011. LAC/2011 / 17616. Reçu soixante quinze euros €75,-.

Le Receveur ff. (signé): FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 2 mai 2011.

Joëlle BADEN.

Référence de publication: 2011073131/262.

(110074571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mai 2011.

Deca Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2441 Luxembourg, 299, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 160.620.

—
Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 13 mai 2011

Le siège social est transféré immédiatement à L-2441 Luxembourg, 299, rue de Rollingergrund.

Luxembourg, le 13 mai 2011.

Référence de publication: 2011068923/10.

(110074062) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Decogest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.526.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour DECOGEST S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011068924/11.

(110073658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

D.D.F. Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 103.097.

—
Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 2010 de la SA DDF INVEST tenue à Luxembourg que:

Le mandat des administrateurs:

- Mr. SMANS Lucovicus demeurant à B-2340 BEERSE, Boogstraat 11
- NV. IMMOCO avec siège social à B-2340 BEERSE, Boogstraat 11
- Mr. CLAESSEN Gustavus Maria demeurant à B-4900 CREPPE-SP A, avenue A.Guillaume 36

Le mandat du commissaire aux comptes:

la Fiduciaire HUPPERETZ et Cie Sprl,

avec siège social à B-4960 MALMEDY, rue des anciennes granges Nr. 1

et le mandat de l'administrateur délégué:

- Mr CLAESSEN Gustavus Maria demeurant à B-4900 CREPPE-SPA, Avenue A.Guillaume 36

ont été reconduits pour une période de six ans, se terminant à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille seize.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Wiltz, le 29 juin 2010.

FIDUCIAIRE LUCIEN FUNCK sàrl

Bureau Comptable et Fiscal

Référence de publication: 2011075622/24.

(110084449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.

Luxazur S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7357 Helmdange, 15, Im Gehr.

R.C.S. Luxembourg B 56.133.

Les comptes annuels au 31.12.2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011069040/9.

(110073891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

**Manwin Licensing International S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Manwin International Sàrl).**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 49, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 158.298.

L'an deux mille onze,

le vingt avril,

Pardevant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, 5, rue Zénon Bernard

A comparu:

La société MANWIN HOLDING SARL, ayant son siège social au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg ici représentée par Mme Sofia Afonso Da Chao-Conde, employée privée, domiciliée professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé à Luxembourg le 19 avril 2011.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce que suit:

- La comparante est le seul associé de la société à responsabilité limitée "MANWIN INTERNATIONAL S.à r.l.", R.C.S. Luxembourg N° B 158298, ayant son siège social à Luxembourg au 49, route d'Arlon, L-1140 Luxembourg, constituée par acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 3 décembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 755 du 19 avril 2011.

- Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,00) représenté par quatre mille (4.000) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25) chacune.

- La dénomination sociale de la société est changée en "Manwin Licensing International S.à r.l." et par conséquent son objet social est modifié.

En conséquence, les articles 2 et 4 des statuts sont modifiés pour avoir désormais la teneur suivante:

" **Art. 2.** La société a pour objet la prise d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut acquérir et mettre en valeur tous droits de propriété intellectuelle (brevets, noms de domaine, etc.) et autres droits en dérivant ou les complétant.

La société pourra aussi contracter des emprunts et accorder des garanties et sûretés pour ces emprunts. Elle peut accorder toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties aux sociétés dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte ou qui sont membres du même groupe. La société pourra également contracter des emprunts auprès de tiers.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société pourra faire, en outre, toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La société aura la dénomination "Manwin Licensing International S.à r.l."

Suit la traduction en langue anglaise des modifications statutaires:

Art. 2. The object of the company is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The company may acquire and manage all intellectual property rights (patents, domain names, etc.) and other rights deriving therefrom or complementary thereto.

The company may also contract loans and grant guarantees and securities for such loans. It can grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has a direct or indirect participation or which are members of the same group. The company may also contract such loans from third parties.

The company may by way of contribution, subscription, option, sale or by any other way, acquire movables of all kinds and may realize them by way of sale, exchange, transfer or otherwise.

The company may moreover carry out any commercial, industrial or financial operations, in respect of either moveable or immovable property, that it may deem of use in the accomplishment of its object.

Art. 4. The company will have the name "Manwin Licensing International S.à r.l."

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 22 avril 2011. Relation: EAC/2011/5371. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur ff. (signé): M.-N. Kirchen.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011068536/60.

(110075261) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mai 2011.

Deep Valley Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 81.934.

Le bilan au 31 Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mai 2011.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signature

Administrateur

Référence de publication: 2011068925/13.

(110073970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Dirland Telecom Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 110.427.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011068926/11.

(110074071) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 mai 2011.

Delilah Sub Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 68.597.540,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 147.733.

Il résulte du procès-verbal du conseil de gérance de la Société tenu en date du 27 mai 2011 que le siège social de la Société a été transféré du 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg au 13-15 Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 31 mai 2011.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2011075631/15.

(110084111) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mai 2011.